

Tension pour l'avenir de l'accord nucléaire avec l'Iran



Face à l'annonce imminente de l'imprévisible président des États-Unis, Donald Trump, sur la permanence ou la sortie de son pays de l'accord nucléaire signé avec l'Iran en juillet 2015, la tension a augmenté dans cette région volatile et elle provoque des effets ostensibles, y compris des hausses et des baisses du prix du pétrole sur plusieurs marchés internationaux.

En vertu de ce pacte signé par les 5 membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU plus l'Allemagne, l'Iran s'est engagé à maintenir l'enrichissement de l'uranium au-dessous de 3,67%, à

éliminer ou à transférer dans d'autres pays une bonne partie de ses réserves, à fermer de nombreuses installations de recherche et à éteindre presque les trois quarts de ses centrifugeuses dans un délai de 15 ans.

En échange de cela, les puissances occidentales ont levé les sanctions à caractère extra-territorial contre Téhéran qui pesaient lourdement sur son économie et qui l'empêchaient pratiquement d'exporter du pétrole dont il est un grand producteur.

À l'époque de sa signature, ce traité a été vu comme la meilleure issue à une crise déclenchée lorsque l'on a accusé l'Iran de se préparer pour fabriquer des bombes atomiques, version que ce pays a toujours démentie et qui n'a jamais été confirmée.

Cependant, depuis que Trump a accédé à la Maison-Blanche, il s'est prononcé contre cet accord et il a essayé d'imposer de nouvelles conditions dont plusieurs affectent le programme de développement balistique pour la défense iranienne qui n'a rien à voir avec l'existence ou non d'un quelconque programme nucléaire.

De plus, le président nord-américain exige qu'on ne parle pas de délais mais que les engagements acceptés par Téhéran aient un caractère indéfini et qu'il ouvre aussi à l'inspection ses installations immédiatement après qu'on le lui exigera et non dans les 24 jours prévus par l'accord.

Les prétentions de Trump ont d'ores et déjà été qualifiées d'inacceptables par le gouvernement de l'Iran qui s'est dit disposé à résister à tout type de pression ou harcèlement. Alí Shamjaní, secrétaire du Conseil Suprême de Sécurité Nationale a signalé que son pays refuse de négocier le pacte et il a ajouté que si les États-Unis s'en retirent, ils perdront toute crédibilité devant la communauté internationale.

« Si l'actuel président des États-Unis refuse d'accepter les engagements signés par son prédécesseur, personne ne pourra jamais avoir confiance en Washington » a indiqué Ali Shamjani. Il a ajouté que l'Occident a des estimations sur la capacité militaire, politique, de sécurité et sur la préparation de son pays dans tous les aspects dont l'ampleur lui déconseille de s'engager dans une guerre Téhéran.

En effet, de nombreux gouvernants et hauts responsables européens dont la chancelière allemande Angela Merkel ; la première ministre britannique, Theresa May et le président français, Emmanuel Macron se sont dits disposés à participer à un débat plus large pour trouver une issue pacifique au problème.

En tout cas, comme l'a souligné le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohamad Yavad Zarif, s'il y a quelqu'un qui doit répondre pour la situation dans le Golfe et au Moyen Orient, c'est le gouvernement des États-Unis car, depuis les invasions contre l'Afghanistan et l'Irak, il n'a fait que propager l'extrémisme dans cette région du monde.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/161806-tension-pour-lavenir-de-laccord-nucleaire-avec-liran>



Radio Habana Cuba